



## Topo introductif au CDN des 7 et 8 novembre

D'une instance à l'autre, le sentiment de répéter sans cesse la même chose est important et ce, depuis l'arrivée au pouvoir d'E. Macron. Certes, à chacune de nos rencontres des éléments nouveaux émaillent le discours et illustrent la réalité d'une politique mais sur le fond rien ne change et en fait, tout change... Rien ne change des projets et visées politiques du gouvernement qui continue son chemin quels que soient les réticences et les rejets qui s'expriment et dans le même temps (symbole du macronisme) tout change avec une transformation en profondeur de notre modèle social.

La politique en faveur des plus riches (qui produit quelques effets puisque les patrons du CAC 40 ont vu leur salaire progresser de 5,8 milliards d'euros soit en moyenne +12% en 2018) et son corollaire, la stigmatisation des plus précaires se poursuit.

Les derniers exemples en date de cette orientation sont la réforme de l'assurance chômage qui exclura de fait 300 000 chômeurs de leurs droits (étude du ministère du travail) pour permettre 3,4 milliards d'économie sur deux ans sur le dos des plus précaires et la baisse des fonds sociaux pour les collégiens et lycéens qui seraient amputés de près de 50% au prétexte de reliquats existants, reliquats qui ne sont qu'une construction puisque les autorisations d'engagement des dépenses ne sont donnés aux établissements qu'en décembre...

Par ailleurs, sur cette dernière question, les impacts de la réforme du lycée se feront également sentir ici avec des personnels administratifs qui vont avoir à gérer les examens locaux au détriment du temps qu'ils pouvaient consacrer au traitement des dossiers de fonds sociaux...

Loin des discours grandiloquents, des grandes déclarations, les actes montrent la cruelle réalité de la politique de Macron :

- Grande mobilisation contre la pauvreté assortie d'une baisse des subventions aux associations de solidarité, d'une baisse des aides comme les allocations logement en parc HLM, d'une suppression de l'observatoire de la pauvreté et se traduisant selon une étude prospective de l'INSEE à un taux de pauvreté qui augmenterait de 0,6 point en 2018, pour atteindre 14,7 % de la population ;
- grand plan contre les dérives sectaires, la radicalisation (sur lequel nous reviendrons) qui se traduit par le projet de suppression de Miviludes (Mission Interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires et les agissements attentatoires aux droits de l'Homme, aux libertés fondamentales, à la laïcité) et l'affectation de quelques-uns de ses personnels dans un service du ministère de l'intérieur : le bureau des cultes ;
- grand plan pour l'égalité femmes/hommes et contre les violences faites aux femmes et, a contrario des annonces de Schiappa, un budget artificiellement gonflé par des autorisations d'engagement pour financer des actions internationales... pas moins de 834 millions sur le fameux 1 milliard dont se vante la ministre.  
A cet égard, la journée internationale de mobilisation contre les violences faites aux femmes du 25 novembre devra trouver un écho tout particulier.
- ...

Macron supprime tous les thermomètres pour pouvoir tranquillement communiquer sur la baisse de température ! Les français ne se laissent plus duper par ces communications gouvernementales et Macron chute de nouveau dans les sondages avec une cote de confiance estimée à 34% pour les plus optimistes...

Bien sûr d'autres sujets participent de ce rejet des politiques macroniennes et nous en évoquerons quelques-uns qui concernent très directement notre syndicalisme au SNEP-FSU : la question des retraites, celle des salaires, de la politique éducative, de notre discipline.

Il est bien évidemment des sujets que nous ne pouvons occulter en ce début de CDN tant ils sont présents et saturent l'espace médiatique. Je veux évoquer la stigmatisation des personnes de confession musulmane. Je parle de stigmatisation dans le cadre d'un débat qui mêle tout et permet de nouveau une parole raciste, xénophobe de se libérer voire même des actes violents. Mis sur le devant de la scène par Macron qui en a rajouté dernièrement en s'exprimant dans les colonnes du journal d'extrême droite (Valeurs Actuelles) sur l'immigration, le voile l'islam mais aussi par les mesures qu'il prend et qui visent une nouvelle fois à durcir les conditions pour l'immigration (100<sup>ème</sup> texte depuis 1945...) et relayé par son serviteur zélé Blanquer qui dit que l'accompagnement de sorties scolaires par des mamans voilées n'est pas souhaitable et allant même plus loin en disant que le port du voile n'était pas souhaitable dans notre société ( après les attaques contre la campagne menée par la FCPE et les propos absurdes sur la radicalisation : les garçons qui ne donneraient pas la main aux petites-filles, des filles qui bénéficieraient moins de la scolarisation précoce à cause du fondamentalisme religieux) bafouant ainsi par ses propos les lois de la République. Ce débat mêle des questions de diverses natures : islamophobie, laïcité, prosélytisme, radicalisation, intégration, immigration... Avec les attentats à la préfecture de Paris et de Bayonne les expressions les plus nauséabondes se multiplient et ce ne sont pas des Zemmour inondant de ses discours xénophobes les chaînes télévisuelles qui vont apaiser les choses. Alors que la responsabilité gouvernementale et présidentielle devrait être la cohésion sociale, le vivre ensemble, tout est fait pour fracturer encore davantage la société. Derrière ces débats les mêmes stratégies politiques sont poursuivies : d'une part opérer des diversions pour mettre au second plan les échecs des politiques conduites au plan international (je pense aux revers subis par Macron à Bruxelles par exemple) ou national. Cela oblige le corps social à s'emparer de ces questions (obligation par exemple pour le syndicalisme de se positionner et de répondre) occultant les questions essentielles de la période comme les questions de salaires et de retraites par exemple mais aussi de surfer sur un électorat d'extrême droite. Macron essayant d'ores et déjà de rejouer la présidentielle en se portant comme seul rempart à l'extrême droite et en montrant qu'il ne s'interdit pas de poser les questions au cœur de ce courant extrémiste. Macron n'a aucune limite ni déontologie ni même idéologie... voir un président s'exprimer publiquement dans valeurs actuelles est du jamais vu et quelque chose qu'on ne devrait pas voir, n'oublions pas également son ministre de l'Éducation qui avant d'être nommé s'épanchait chez SOS Education... J'ai été accusé par courrier d'un ancien adhérent d'être l'idiot utile du RN en critiquant Macron mais les faits montrent que l'idiot utile du RN est le macronisme dans son ensemble ! Ce débat, les amalgames font le lit de l'extrémisme, du RN et des fondamentalistes en livrant une partie de la population à la vindicte populaire.

Si nous avons à nous exprimer sur ces questions, ne nous laissons pas embarquer au risque de perdre de vue les questions essentielles d'actualité. En premier lieu la question salariale. Cette problématique nous la portons depuis très longtemps. PPCR a été une première étape attendue depuis 1989 mais nous sommes loin du compte. Une première réunion multilatérale a eu lieu avant les vacances au ministère, bien sûr, elle n'a rien donnée mais a permis à chacun de redire ce que les personnels attendent, dégel du point d'indice, révision des début et milieu de carrière etc., une deuxième a lieu cet après-midi et c'est la raison de mon absence parmi vous qui doit travailler à un constat partagé sur la base des remontées de l'observatoire des salaires. La problématique face à laquelle nous sommes est de deux ordres. Le gouvernement est hostile à une revalorisation générale des enseignants. Macron estimant que les 10 milliards qui seraient nécessaire ne peuvent être dégagés et que cela amplifierait la dette pour nos enfants (voir le discours de Rodez). La seconde problématique est que le gouvernement lie étroitement la question des salaires avec celle du projet de réforme des retraites. Les pistes sont donc recherchées dans des suppléments salariaux de type primes, indemnités ; ces dernières étant toutefois conditionnées à un engagement différent et accru des personnels. Le statut pourrait être revu, des temps de travail hors du temps scolaire proposés pour accompagner les élèves, une réduction du temps de vacances etc.

L'ensemble de la FSU s'oppose à ce chantage augmentation du temps de travail contre salaire, emplois contre salaire... dans le même temps, Macron, toujours à Rodez, et dans la logique de la loi de transformation de la fonction publique s'exprime sur un métier d'enseignant qui serait finalement un métier comme un autre et qu'on pourrait ne faire qu'un temps puis faire-valoir son droit à mobilité soit vers le privé soit vers d'autres fonctions au sein du ministère...

Les discussions sont donc d'ores et déjà très mal engagées... Le projet de réforme des retraites l'est tout autant puisqu'il se fait sur ces bases avec tout ce que nous avons travaillé lors du CDNE : prise en compte de l'ensemble de la carrière au lieu des 6 derniers mois, 14% du PIB comme horizon indépassable avec une augmentation du nombre de retraités à venir, des salaires qui seront probablement différenciés si on ne joue que sur de l'indemnitaire etc.

Le 5 décembre, jour de mobilisation interprofessionnelle doit de ce point de vue être extrêmement fort. Il est déjà envisagé qu'il le soit et l'inquiétude gagne au sein du gouvernement. Il ne faut pas s'y tromper, si Macron décide du report de quelques temps de la réforme, de faire apparaître un plan « B » (la clause dite du « grand père ») ce n'est pas pour donner du temps au temps mais c'est pour tenter de démobiliser une partie des collègues le 5 décembre, d'éteindre une partie de la contestation. Si ce 5 doit être extrêmement fort c'est aussi parce que nos missions, nos statuts, nos fonctions risquent d'être fortement impactés.

Je ne dis pas cela innocemment mais je fais toujours référence à ce qu'a dit Macron lors de son discours de Rodez mais aussi, souvenez-vous, ce qu'avait dit Blanquer lors de la réunion FSU du mois d'août que je vous avais relaté. Le gouvernement lie non seulement la question des retraites avec celle des salaires mais il conditionne aussi l'hypothétique revalorisation salariale à une transformation de nos métiers en envisageant qu'on travaille plus longtemps, sur des temps hors scolaire pour accompagner les élèves et en réduisant les temps de vacances.

On peut avoir une prémices de ce qui pourrait se dessiner via le discours de Blanquer sur l'Education prioritaire lors de la remise du rapport Mathiot / Azema hier. S'il a annoncé une grande phase de concertation et reporté la réforme à la rentrée 2021, il compte s'engager sur la question des primes (partie modulable) en les subordonnant à la formation que suivraient les enseignants pendant le temps des vacances et au soutien scolaire gratuit pendant l'été qu'il compte mettre en œuvre...

*Le discours de Blanquer dans le texte au JDD est clair : c'est l'occasion de réfléchir au professeur du XXIe s, à sa place, à ses missions. Pour moi, le professeur doit redevenir central dans la société, en apportant plus d'humanité dans une civilisation de plus en plus technologique. C'est un chantier ouvert pour que la fonction d'enseignant soit reconnue avec le prestige et l'attractivité qu'elle mérite. Pour les vacances, le vrai sujet est le soutien scolaire : il faut des vacances pertinentes, éducatives, pour les enfants défavorisés. Des professeurs s'impliquent, leur engagement peut ouvrir des perspectives d'amélioration de leur pouvoir d'achat."*

On le voit donc, il n'y a pas à dissocier les actions mais s'engager entièrement dans celles qui se construisent permet de traiter l'ensemble des problématiques auxquels nous avons à faire face.

La campagne EPS que nous initions trouve une place tout à fait logique et indispensable dans les luttes.

Après le suicide de collègues (58 suicides en 2018-2019, 11 depuis la rentrée et 10 tentatives) dont Christine Renon qui a donné lieu hier à des rassemblements à l'occasion du CHSCTM extraordinaire, après la sortie de l'enquête du SNES... les conditions de travail, les injonctions, les tâches multiples et variées qui augmentent de manière exponentielle, la perte de sens dans le travail... sont sur le devant de la scène.

Après le « pas de vague » dont Blanquer pensait s'être sorti, l'absence de mesures, de prises en compte sont pointées fortement. Penser transformer le métier, augmenter le temps de travail etc. bref générer encore plus de souffrance pour hypothétiquement être revalorisé dans le but de ne pas trop perdre au moment de la retraite devient ubuesque ! Nos conditions de travail, la perte de sens via nos contenus et nos certifications, la pénibilité spécifique de notre métier, les injonctions, la multiplication des tâches administratives... font partie des revendications que nous avons également à porter dans le cadre de la réforme des retraites et des « négociations salariales »...

Le jusqu'au boutisme dans lequel est engagé le gouvernement donne une image brute de ce fameux acte deux du quinquennat où le dialogue social devait être renforcé... Mais comment pouvons-nous en être dupe dès lors que les espaces de dialogue social sont maintenant rendus à portion congrue voire dépossédés de toute prérogatives comme les CAP et même le devenir des CHSCT... A un certain point de vue ça empirerait

même puisqu'en guise d'anecdote, le SNES ayant communiqué un projet à la suite d'autres a été convoqué par le DGESCO un lundi à 8 heures du mat. Pour une leçon de morale et pour leur expliquer ce qu'il pouvait dire et ne pas dire... le ministère s'imisce donc même dans la communication syndicale pour éviter toute nuisance de son image et de la comm ministérielle...

J'ai illustré précédemment la politique de com des ministères en citant Schiappa et son prétendu super budget... La même chose peut être faite avec celui du ministère des sports. Par des artifices, changement de périmètre, changement de programmes pour l'affectation de masse salariale, intégration de problématique telle que le nécessaire financement de solideo pour les Jeux etc. la ministre des sports fait croire à un nouvel élan et à une augmentation sans précédent du budget des sports... Une fois les choses remise à périmètre constant, on se rend compte qu'il n'en est rien et que le budget est juste maintenu avec même une diminution de l'action sport pour tous... J'y vais un peu à la serpe mais l'action publique en faveur du sport en France est imperceptible et les seules annonces de Maracineanu pour exister devrait concerner le sco à qui on ne donne pas les moyens de les réaliser : je pense à l'aisance aquatique, au savoir rouler, au développement du sport à l'école (as-t-on besoin de dispositif comme « cours le matin, EPS et sport l'après-midi » pour cela ou encore du « plan mercredi » ?)... Son dernier truc pour exister est peut-être passé inaperçu mais il s'agit d'une question dont il faudrait qu'on s'empare sérieusement parce que je le vois poindre à l'UNSS c'est un plan de développement du E-Sport appelé stratégie E-Sport 2020-2025), encore un plan interministériel dans lequel est prévu une valorisation de la pratique et une filière de formation avec des aménagements du temps scolaire pour des jeunes de haut niveau...

Bref, on peut le voir dans ce tour très loin d'être exhaustif que la situation est loin d'être réjouissante... un journaliste avec qui je discutais hier et ayant assisté à la remise du rapport avec Blanquer me disant texte « il veut vous faire la peau... » en parlant des enseignants. Pour autant, d'un point de vue un peu plus macro et toute action entraînant des réactions selon un principe bien connu on voit se développer partout dans le monde des mobilisations pour contester les politiques à l'œuvre et revendiquer des droits sociaux et sociétaux. C'est le cas par exemple au Chili, au Liban, en Irak, en Equateur, en Algérie ou encore à Hongkong.

On voit de plus en plus se développer des luttes sur les questions écologiques et des mouvements de jeunesse qui mettent les politiques face à leurs responsabilités et quand on voit Lubrizol et l'inconséquence du politique, il y a de quoi faire (d'ailleurs, à ce propos, nous avons annoncé au CDNE que nous travaillerions plus explicitement et davantage sur ces questions et Christian, en tout cas je l'y invite lors du débat, vous dira où on en est et ce qu'on envisage), on voit que des choses positives se mettent en place dans notre secteur comme la multiplication des journées EPS, des rencontres... mais on voit aussi que des convergences se construisent sur le champ social le 12 dans les mobilisations pour l'hôpital, à l'occasion de l'anniversaire du mouvement des gilets jaunes qui appellent à convergence pour le 5 décembre etc.

Je ne veux pas faire plus long même si on aurait pu largement mais je veux laisser place à la discussion parce que nous souhaitons qu'à partir des mises en œuvre des orientations définies lors du CDNE et dont il faut que nous fassions collectivement le bilan nous puissions nous projeter rapidement sur la manière d'envisager les suites dans le contexte. Vous l'avez compris, je pense que sur les sujets brûlants d'actualité que nous avons et sur lesquels nous avons à construire les mobilisations, les liens sont relativement aisés à faire entre salaires, retraites, conditions de travail, EPS... Il nous faut voir ensemble comment on continue de préparer le 5, comment on envisage l'animation de ce jour de grève et de manifestation et comment on peut programmer, envisager les suites...

Sur le 5, le choix doit être vite fait entre accepter de perdre une journée de salaire ou perdre de 300 à 900 euros au moment de la retraite et voir se transformer en profondeur notre métier... C'est aussi sur des éléments de com de ce style qu'il faut que nous travaillions...